86 (1970) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1975 Nr. 41

A. TITEL

Statuten van de Wereldorganisatie voor toerisme (WOT) (met bijlage); Mexico, 27 september 1970

B. TEKST [1])

Statuts de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)

Constitution

Article 1

L'Organisation mondiale du tourisme, dénommée „l'Organisation" dans les articles suivants, est créée en tant qu'organisation internationale de caractère intergouvernemental résultant de la transformation de l'Union internationale des Organismes officiels de tourisme (UIOOT).

Siège

Article 2

Le siège de l'Organisation est déterminé et peut être changé à tout moment par décision de l'Assemblée générale.

Buts

Article 3

1. L'objectif fondamental de l'Organisation est de promouvoir et de développer le tourisme en vue de contribuer à l'expansion économique, à la compréhension internationale, à la paix, à la prospérité ainsi qu'au respect universel et à l'observation des droits et des libertés humaines fondamentales sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. L'Organisation prendra toutes les mesures nécessaires en vue d'atteindre cet objectif.

2. Dans la poursuite de cet objectif, l'Organisation prêtera une attention particulière aux intérêts des pays en voie de développement dans le domaine du tourisme.

3. Afin d'affirmer le rôle central qu'elle est appelée à jouer dans le domaine du tourisme, l'Organisation établira et maintiendra une coopération efficace avec les organes compétents des Nations Unies et ses institutions spécialisées. A cet effet, l'Organisation cherchera à établir des rapports de coopération et de participation avec le Programme des Nations Unies pour le développement, en tant qu'organisation participante et chargée de l'exécution du Programme.

Membres

Article 4

La qualité de Membre de l'Organisation sera accessible aux:

a) Membres effectifs
b) Membres associés
c) Membres affiliés

[1]) De Russische en de Spaanse tekst zijn niet afgedrukt.

Statutes of the World Tourism Organisation (WTO)

Establishment

Article 1

The World Tourism Organisation, hereinafter referred to as "the Organisation", an international organisation of intergovernmental character resulting from the transformation of the International Union of Official Travel Organisations (IUOTO), is hereby established.

Headquarters

Article 2

The headquarters of the Organisation shall be determined and may at any time be changed by decision of the General Assembly.

Aims

Article 3

1. The fundamental aim of the Organisation shall be the promotion and development of tourism with a view to contributing to economic development, international understanding, peace, prosperity, and universal respect for, and observance of, human rights and fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion. The Organisation shall take all appropriate action to attain this objective.

2. In pursuing this aim, the Organisation shall pay particular attention to the interests of the developing countries in the field of tourism.

3. In order to establish its central role in the field of tourism, the Organisation shall establish and maintain effective collaboration with the appropriate organs of the United Nations and its specialised agencies. In this connection the Organisation shall seek a co-operative relationship with and participation in the activities of the United Nations Development Programme, as a participating and executing agency.

Membership

Article 4

Membership of the Organisation shall be open to:

a) Full Members

b) Associate Members

c) Affiliate Members

Article 5

1. La qualité de Membre effectif de l'Organisation est accessible à tous les Etats souverains.

2. Les Etats dont les organismes nationaux de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT, à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres effectifs de l'Organisation, au moyen d'une déclaration formelle par laquelle ils adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

3. D'autres Etats peuvent devenir Membres effectifs de l'Organisation si leur candidature est approuvée par l'Assemblée générale à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

Article 6

1. La qualité de Membre associé de l'Organisation est accessible à tous les territoires ou groupes de territoires qui n'ont pas la responsabilité de leurs relations extérieures.

2. Les territoires ou groupes de territoires dont les organismes nationaux de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres associés de l'Organisation, sous réserve de l'approbation de l'Etat qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, lequel doit également déclarer, en leur nom, que ces territoires ou groupes de territoires adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

3. Des territoires ou groupes de territoires peuvent devenir Membres de l'Organisation si leur candidature obtient l'approbation préalable de l'Etat Membre qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, lequel doit également déclarer en leur nom, que ces territoires ou groupes de territoires adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre. L'Assemblée doit approuver ces candidatures à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

4. Lorsqu'un Membre associé de l'Organisation devient responsable de la conduite de ses relations extérieures, il a le droit de devenir Membre effectif de l'Organisation au moyen d'une déclaration formelle écrite, par laquelle il notifie au Secrétaire général qu'il

Article 5

1. Full membership of the Organisation shall be open to all sovereign States.

2. States whose national tourism organisations are Full Members of IUOTO at the time of adoption of these Statutes by the Extraordinary General Assembly of IUOTO shall have the right to become Full Members of the Organisation, without requirement of vote, on formally declaring that they adopt the Statutes of the Organisation and accept the obligations of membership.

3. Other States may become Full Members of the Organisation if their candidatures are approved by the General Assembly by a majority of two-thirds of the Full Members present and voting provided that said majority is a majority of the Full Members of the Organisation.

Article 6

1. Associate membership of the Organisation shall be open to all territories or groups of territories not responsible for their external relations.

2. Territories or groups of territories whose national tourism organisations are Full Members of IUOTO at the time of adoption of these Statutes by the Extraordinary General Assembly of IUOTO shall have the right to become Associate Members of the Organisation, without requirement of vote, provided that the State which assumes responsibility for their external relations approves their membership and declares on their behalf that such territories or groups of territories adopt the Statutes of the Organisation and accept the obligations of membership.

3. Territories or groups of territories may become Associate Members of the Organisation if their candidature has the prior approval of the Member State which assumes responsibility for their external relations and declares on their behalf that such territories or groups of territories adopt the Statutes of the Organisation and accept the obligations of membership. Such candidatures must be approved by the Assembly by a majority of two-thirds of the Full Members present and voting provided that said majority is a majority of the Full Members of the Organisation.

4. When an Associate Member of the Organisation becomes responsible for the conduct of its external relations, that Associate Member shall be entitled to become a Full Member of the Organisation on formally declaring in writing to the Secretary-General that

adopte les Statuts de l'Organisation et qu'il accepte les obligations inhérentes à la qualité de Membre effectif.

Article 7

1. La qualité de Membre affilié de l'Organisation est accessible aux organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent d'intérêts touristiques spécialisés ainsi qu'aux organisations commerciales et associations dont les activités sont en rapport avec les buts de l'Organisation ou qui relèvent de sa compétence.

2. Les Membres associés de l'UIOOT à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir Membres affiliés de l'Organisation, sans nécessité de vote, au moyen d'une déclaration par laquelle ils acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre affilié.

3. D'autres organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent d'intérêts touristiques spécialisés peuvent devenir Membres affiliés de l'Organisation sous réserve que leur candidature à la qualité de Membre soit présentée par écrit au Secrétaire général et qu'elle soit approuvée par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

4. Des organisations commerciales ou des associations qui s'occupent d'intérêts définis dans le paragraphe 1 ci-dessus, peuvent devenir Membres affiliés de l'Organisation, sous réserve que leur candidature à la qualité de Membre soit soumise par écrit au Secrétaire général et appuyée par l'Etat sous la juridiction duquel le siège du candidat se trouve situé. Lesdites candidatures doivent être approuvées par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

5. Il peut être constitué un Comité des Membres affiliés, qui établit son propre règlement, soumis à l'approbation de l'Assemblée. Le Comité peut être représenté aux réunions de l'Organisation. Il peut demander l'inscription de questions à l'ordre du jour de ces réunions. Il peut également formuler des recommandations à ces réunions.

6. Les Membres affiliés peuvent participer, à titre individuel ou groupés au sein du Comité des Membres affiliés, aux activités de l'Organisation.

it adopts the Statutes of the Organisation and accepts the obligations of full membership.

Article 7

1. Affiliate membership of the Organisation shall be open to international bodies, both intergovernmental and non-governmental, concerned with specialised interests in tourism and to commercial bodies and associations whose activities are related to the aims of the Organisation or fall within its competence.

2. Associate Members of IUOTO at the time of adoption of these Statutes by the Extraordinary General Assembly of IUOTO shall have the right to become Affiliate Members of the Organisation, without requirement of vote, on declaring that they accept the obligations of Affiliate membership.

3. Other international bodies, both intergovernmental and non-governmental, concerned with specialised interests in tourism, may become Affiliate Members of the Organisation provided the request for membership is presented in writing to the Secretary-General and receives approval by the Assembly by a majority of two-thirds of the Full Members present and voting and provided that said majority is a majority of the Full Members of the Organisation.

4. Commercial bodies or associations with interests defined in paragraph 1 above may become Affiliate Members of the Organisation provided their requests for membership are presented in writing to the Secretary-General and are endorsed by the State in which the headquarters of the candidate is located. Such candidatures must be approved by the General Assembly by a majority of two-thirds of the Full Members present and voting provided that said majority is a majority of the Full Members of the Organisation.

5. There may be a Committee of Affiliate Members which shall establish its own rules and submit them to the General Assembly for approval. The Committee may be represented at meetings of the Organisation. It may request the inclusion of questions in the agenda of those meetings. It may also make recommendations to the meetings.

6. Affiliate Members may participate in the activities of the Organisation individually or grouped in the Committee of Affiliate Members.

Organes

Article 8

1. Les organes de l'Organisation sont les suivants:

a) L'Assemblée générale, ci-après dénommée l'Assemblée.

b) Le Conseil exécutif, ci-après dénommé le Conseil.

c) Le Secrétariat.

2. Les réunions de l'Assemblée et du Conseil se tiennent au siège de l'Organisation à moins que les organes respectifs n'en décident autrement.

Assemblée générale

Article 9

1. L'Assemblée est l'organe suprême de l'Organisation; elle est composée de délégués représentant les Membres effectifs.

2. Lors des sessions de l'Assemblée, les Membres effectifs et associés ne pourront se faire représenter par plus de cinq délégués, dont l'un sera nommé Chef de délégation par le Membre.

3. Le Comité des Membres affiliés peut désigner jusqu'à concurrence de trois observateurs et chaque Membre affilié peut nommer un observateur pour participer aux travaux de l'Assemblée.

Article 10

L'Assemblée se réunit en session ordinaire tous les deux ans et, également, en session extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent. Les sessions extraordinaires peuvent être convoquées à la demande du Conseil ou de la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

Article 11

L'Assemblée adopte son propre Règlement.

Article 12

L'Assemblée peut examiner toute question et formuler des recommandations sur tout sujet relevant de la compétence de l'Organisation. Outre celles qui lui sont conférées par ailleurs dans les présents Statuts, ses attributions sont les suivantes:

a) élire son Président et ses Vice-Présidents;

b) élire les membres du Conseil;

c) nommer le Secrétaire général sur la recommandation du Conseil;

d) approuver le Règlement financier de l'Organisation;

Organs

Article 8

1. The organs of the Organisation are:

a) The General Assembly, hereinafter referred to as the Assembly.

b) The Executive Council, hereinafter referred to as the Council.

c) The Secretariat.

2. Meetings of the Assembly and the Council shall be held at the headquarters of the Organisation unless the respective organs decide otherwise.

General Assembly

Article 9

1. The Assembly is the supreme organ of the Organisation and shall be composed of delegates representing Full Members.

2. At each session of the Assembly each Full and Associate Member shall be represented by not more than five delegates, one of whom shall be designated by the Member as Chief Delegate.

3. The Committee of Affiliate Members may designate up to three observers and each Affiliate Member may designate one observer, who may participate in the work of the Assembly.

Article 10

The Assembly shall meet in ordinary session every two years and, as well, in extraordinary session when circumstances require. Extraordinary sessions may be convened at the request of the Council or of a majority of Full Members of the Organisation.

Article 11

The Assembly shall adopt its own rules of procedure.

Article 12

The Assembly may consider any question and make recommendations on any matter within the competence of the Organisation. Its functions, other than those which have been conferred on it elsewhere in the present Statutes, shall be:

a) to elect its President and Vice-Presidents;

b) to elect the members of the Council;

c) to appoint the Secretary-General on the recommendation of the Council;

d) to approve the Financial Regulations of the Organisation;

e) énoncer des directives générales pour l'administration de l'Organisation;

f) approuver le Règlement du personnel applicable aux membres du personnel du Secrétariat;

g) élire les Commissaires aux comptes sur la recommandation du Conseil;

h) approuver le programme général de travail de l'Organisation;

i) contrôler la politique financière de l'Organisation et examiner et approuver le budget;

j) créer tout organe technique ou régional qui peut se révéler nécessaire;

k) étudier et approuver les rapports d'activités de l'Organisation et des organes de celle-ci et prendre toutes dispositions nécessaires pour donner effet aux mesures qui en découlent;

l) approuver ou déléguer les pouvoirs en vue d'approuver la conclusion d'accords avec des gouvernements et des organisations internationales;

m) approuver ou déléguer les pouvoirs en vue d'approuver la conclusion d'accords avec des organisations ou des institutions privées;

n) élaborer et recommander des accords internationaux sur toute question qui relève de la compétence de l'Organisation;

o) se prononcer, conformément aux présents Statuts, sur les demandes d'admission à la qualité de Membre.

Article 13

1. L'Assemblée élit son Président et ses Vice-Présidents au début de chaque session.

2. Le Président préside l'Assemblée et accomplit les tâches qui lui sont confiées.

3. Le Président est responsable devant l'Assemblée au cours des sessions de celle-ci.

4. Le Président représente l'Organisation pendant la durée de son mandat dans toutes les manifestations où cette représentation est nécessaire.

Conseil exécutif

Article 14

1. Le Conseil se compose de Membres effectifs élus par l'Assemblée à raison d'un Membre pour cinq Membres effectifs, conformément au Règlement arrêté par l'Assemblée, en vue d'atteindre une répartition géographique juste et équitable.

e) to lay down general guidelines for the administration of the Organisation;

f) to approve the staff regulations applicable to the personnel of the Secretariat;

g) to elect the auditors on the recommendation of the Council;

h) to approve the general programme of work of the Organisation;

i) to supervise the financial policies of the Organisation and to review and approve the budget;

j) to establish any technical or regional body which may become necessary;

k) to consider and approve reports on the activities of the Organisation and of its organs and to take all necessary steps to give effect to the measures which arise from them;

l) to approve or to delegate the power to approve the conclusion of agreements with governments and international organisations;

m) to approve or to delegate the power to approve the conclusion of agreements with private organisations or private entities;

n) to prepare and recommend international agreements on any question that falls within the competence of the Organisation;

o) to decide, in accordance with the present Statutes, on applications for membership.

Article 13

1. The Assembly shall elect its President and Vice-Presidents at the beginning of each session.

2. The President shall preside over the Assembly and shall carry out the duties which are entrusted to him.

3. The President shall be responsible to the Assembly while it is in session.

4. The President shall represent the Organisation for the duration of his term of office on all occasions on which such representation is necessary.

Executive Council

Article 14

1. The Council shall consist of Full Members elected by the Assembly at the ratio of one member for every five Full Members, in accordance with the Rules of Procedure laid down by the Assembly, with a view to achieving fair and equitable geographical distribution.

2. Un Membre associé, désigné par les Membres associés de l'Organisation, peut participer aux travaux du Conseil, sans droit de vote.

3. Un représentant du Comité des Membres affiliés peut participer aux travaux du Conseil, sans droit de vote.

Article 15

Le mandat des membres élus du Conseil est de quatre ans, à l'exception de celui de la moitié des membres du premier Conseil, désignés par tirage au sort, qui est de deux ans. Il sera procédé tous les deux ans à l'élection de la moitié des membres du Conseil.

Article 16

Le Conseil se réunit au moins deux fois par an.

Article 17

Le Conseil élit parmi ses membres élus un Président et des Vice-Présidents pour un mandat d'un an.

Article 18

Le Conseil adopte son propre Règlement.

Article 19

Les fonctions du Conseil, outre celles qui lui sont par ailleurs conférées dans les présents Statuts, sont les suivantes:

a) prendre, en consultation avec le Secrétaire général, toutes les mesures nécessaires, en exécution des décisions et des recommandations de l'Assemblée, et faire rapport à celle-ci;

b) recevoir du Secrétaire général des rapports sur les activités de l'Organisation;

c) soumettre des propositions à l'Assemblée;

d) examiner le programme général de travail de l'Organisation élaboré par le Secrétaire général avant sa présentation à l'Assemblée;

e) soumettre à l'Assemblée des rapports et des recommandations portant sur les comptes et les prévisions budgétaires de l'Organisation;

f) créer tout organe subsidiaire nécessaire aux activités du Conseil;

g) exercer toute autre fonction qui peut lui être confiée par l'Assemblée.

2. One Associate Member selected by the Associate Members of the Organisation may participate in the work of the Council without the right to vote.

3. A representative of the Committee of Affiliate Members may participate in the work of the Council without the right to vote.

Article 15

The term of elected members shall be four years except that the terms of one-half of the members of the first Council, as determined by lot, shall be two years. Election for one-half of the membership of the Council shall be held every two years.

Article 16

The Council shall meet at least twice a year.

Article 17

The Council shall elect a Chairman and Vice-Chairman from among its elected members to serve for a term of one year.

Article 18

The Council shall adopt its own Rules of Procedure.

Article 19

The functions of the Council, other than those which are elsewhere assigned to it in these Statutes, shall be:

a) to take all necessary measures, in consultation with the Secretary-General, for the implementation of the decisions and recommendations of the Assembly and to report thereon to the Assembly;
b) to receive from the Secretary-General reports on the activities of the Organisation;
c) to submit proposals to the Assembly;
d) to examine the general programme of work of the Organisation as prepared by the Secretary-General, prior to its submission to the Assembly;
e) to submit reports and recommendations on the Organisation's accounts and budget estimates to the Assembly;
f) to set up any subsidiary body which may be required by its own activities;
g) to carry out any other functions which may be entrusted to it by the Assembly.

Article 20

Dans l'intervalle des sessions de l'Assemblée, et en l'absence de toute disposition contraire dans les présents Statuts, le Conseil prend les décisions d'ordre administratif et technique qui peuvent être nécessaires, dans le cadre des attributions et des ressources financières de l'Organisation, et fait rapport à la prochaine session de l'Assemblée, pour approbation, sur les décisions qui ont été prises.

Secrétariat

Article 21

Le Secrétariat est composé du Secrétaire général et du personnel nécessaire à l'Organisation.

Article 22

Sur recommandation du Conseil, le Secrétaire général est nommé pour une période de quatre ans à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants à l'Assemblée. Son mandat est renouvelable.

Article 23

1. Le Secrétaire général est responsable devant l'Assemblée et le Conseil.

2. Le Secrétaire général est chargé de l'exécution des directives de l'Assemblée et du Conseil. Il soumet au Conseil des rapports sur les activités de l'Organisation, les comptes de gestion et le projet de programme général de travail ainsi que les propositions budgétaires de l'Organisation.

3. Le Secrétaire général assure la représentation juridique de l'Organisation.

Article 24

1. Le Secrétaire général nomme le personnel du Secrétariat, conformément au Règlement du personnel approuvé par l'Assemblée.

2. Le personnel de l'Organisation est responsable devant le Secrétaire général.

3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence technique et d'intégrité. Conformément à cette considération, sera dûment observée l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

Article 20

Between sessions of the Assembly and in the absence of any contrary provisions in these Statutes, the Council shall take such administrative and technical decisions as may be necessary, within the functions and financial resources of the Organisation, and shall report the decisions which have been taken to the Assembly at its following session, for approval.

Secretariat

Article 21

The Secretariat shall consist of the Secretary-General and such staff as the Organisation may require.

Article 22

The Secretary-General shall be appointed by a two-thirds majority of Full Members present and voting in the Assembly, on the recommendation of the Council, and for a term of four years. His appointment shall be renewable.

Article 23

1. The Secretary-General shall be responsible to the Assembly and Council.

2. The Secretary-General shall carry out the direction of the Assembly and Council. He shall submit to the Council reports on the activities of the Organisation, its accounts and the draft general programme of work and budget estimates of the Organisation.

3. The Secretary-General shall ensure the legal representation of the Organisation.

Article 24

1. The Secretary-General shall appoint the staff of the Secretariat in accordance with staff regulations approved by the Assembly.

2. The staff of the Organisation shall be responsible to the Secretary-General.

3. The paramount consideration in the recruitment of staff and in the determination of the conditions of service shall be the necessity of securing the highest standards of efficiency, technical competence and integrity. Subject to this consideration, due regard shall be paid to the importance of recruiting the staff on as wide a geographical basis as possible.

4. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire général et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation.

Budget et dépenses

Article 25

1. Le budget de l'Organisation couvrant ses activités administratives et le programme général de travail, est financé par les contributions des Membres effectifs, associés et affiliés, selon un barème d'évaluation accepté par l'Assemblée, ainsi que par toute autre source possible de recettes de l'Organisation, conformément aux dispositions des Règles de financement annexées aux présents Statuts.

2. Le budget préparé par le Secrétaire général est soumis à l'Assemblée par le Conseil, pour examen et approbation.

Article 26

1. Les comptes de l'Organisation sont examinés par deux Commissaires aux comptes, élus par l'Assemblée pour une période de deux ans sur la recommandation du Conseil. Les Commissaires aux comptes sont rééligibles.

2. Les Commissaires aux comptes, en plus de leurs fonctions d'examen des comptes, peuvent présenter les observations qu'ils jugent nécessaires concernant l'efficacité des procédures financières et la gestion, le système de comptabilité, le contrôle financier intérieur et d'une façon générale, les conséquences financières des pratiques administratives.

Quorum

Article 27

1. La présence de la majorité des Membres effectifs est nécessaire pour qu'il y ait quorum aux réunions de l'Assemblée.

2. La présence de la majorité des Membres effectifs du Conseil est nécessaire pour qu'il y ait quorum aux réunions du Conseil.

Vote

Article 28

Chaque Membre effectif dispose d'une voix.

4. In the performance of their duties the Secretary-General and staff shall not seek or receive instructions from any government or any other authority external to the Organisation. They shall refrain from any action which might reflect on their position as international officials responsible only to the Organisation.

Budget and expenditure

Article 25

1. The budget of the Organisation, covering its administrative functions and the general programme of work, shall be financed by contributions of the Full, Associate and Affiliate Members according to a scale of assessment accepted by the Assembly and from other possible sources of receipts for the Organisation in accordance with the Financing Rules which are attached to these Statutes and form an integral part thereof.

2. The budget prepared by the Secretary-General shall be submitted by the Council to the Assembly for examination and approval.

Article 26

1. The accounts of the Organisation shall be examined by two auditors elected by the Assembly on the recommendation of the Council for a period of two years. The auditors shall be eligible for re-election.

2. The auditors, in addition to examining the accounts, may make such observations as they deem necessary with respect to the efficiency of the financial procedures and management, the accounting system, the internal financial controls and, in general, the financial consequences of administrative practices.

Quorum

Article 27

1. The presence of a majority of the Full Members shall be necessary to constitute a quorum at meetings of the Assembly.

2. The presence of a majority of the Full Members of the Council shall be necessary to constitute a quorum at meetings of the Council.

Voting

Article 28

Each Full Member shall be entitled to one vote.

Article 29

1. Sous réserve de dispositions contraires des présents Statuts, les décisions en toutes matières sont prises à l'Assemblée, à la majorité simple des Membres effectifs présents et votants.

2. Pour les décisions sur des questions entraînant des obligations budgétaires et financières pour les Membres, ainsi que sur le lieu du siège de l'Organisation, et pour toute autre question que la majorité simple des Membres effectifs estime d'une importance particulière, la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, est nécessaire à l'Assemblée.

Article 30

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents et votants, à l'exception des recommandations en matière financière et budgétaire, qui doivent être approuvées à la majorité des deux-tiers des membres présents et votants.

Capacité juridique, privilèges et immunités

Article 31

L'Organisation possède la personnalité juridique.

Article 32

L'Organisation bénéficie, sur le territoire des Etats Membres, des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Ces privilèges et immunités peuvent être définis par des accords conclus par l'Organisation.

Amendements

Article 33

1. Tout projet d'amendement aux présents Statuts et à son annexe est transmis au Secrétaire général, qui le communique aux Membres effectifs six mois au moins avant qu'il soit soumis à l'examen de l'Assemblée.

2. Un amendement est adopté par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants.

3. Un amendement entre en vigueur pour tous les Membres lorsque les deux-tiers des Etats Membres ont notifié leur approbation de celui-ci au Gouvernement dépositaire.

Article 29

1. Subject to other provisions of the present Statutes, decisions on all matters shall be taken in the Assembly by a simple majority of Full Members present and voting.

2. A two-thirds majority vote of the Full Members, present and voting, shall be necessary to take decisions on matters involving budgetary and financial obligations of the Members, the location of the headquarters of the Organisation, and other questions deemed of particular importance by a simple majority of the Full Members present and voting at the Assembly.

Article 30

Decisions of the Council shall be made by a simple majority of Members present and voting except on budgetary and financial recommendations which shall be approved by a two-thirds majority of Members present and voting.

Legal personality, privileges and immunities

Article 31

The Organisation shall have legal personality.

Article 32

The Organisation shall enjoy in the territories of its Member States the privileges and immunities required for the exercise of its functions. Such privileges and immunities may be defined by agreements concluded by the Organisation.

Amendments

Article 33

1. Any suggested amendment to the present Statutes and its Annex shall be transmitted to the Secretary-General who shall circulate it to the Full Members at least six months before being submitted to the consideration of the Assembly.

2. An amendment shall be adopted by the Assembly by a two-thirds majority of Full Members present and voting.

3. An amendment shall come into force for all Members when two-thirds of the Member States have notified the Depository Government of their approval of such amendment.

Suspension

Article 34

1. Si l'Assemblée estime qu'un Membre persiste à poursuivre une politique contraire à l'objectif fondamental de l'Organisation, tel qu'il est décrit à l'Article 3 des Statuts, l'Assemblée peut, par une résolution adoptée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, suspendre ce Membre, le privant de l'exercice des droits et de la jouissance des privilèges inhérents à la qualité de Membre.

2. La suspension sera maintenue jusqu'à ce que l'Assemblée reconnaisse qu'un changement est intervenu dans la politique de ce Membre.

Retrait

Article 35

1. Tout Membre effectif peut se retirer de l'Organisation à l'expiration du préavis d'un an adressé par écrit au Gouvernement dépositaire.

2. Tout Membre associé peut se retirer de l'Organisation dans les mêmes conditions de préavis, au moyen d'une notification par écrit adressée au Gouvernement dépositaire par le Membre effectif qui assume la responsabilité des relations extérieures du Membre associé.

3. Tout Membre affilié peut se retirer de l'Organisation à l'expiration du préavis d'un an adressé par écrit au Secrétaire général.

Entrée en vigueur

Article 36

Les présents Statuts entreront en vigueur cent vingt jours après que cinquante et un Etats dont les organismes officiels de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts, auront officiellement notifié au dépositaire provisoire leur approbation des Statuts et leur acceptation des obligations inhérentes à la qualité de Membre.

Dépositaire

Article 37

1. Les présents Statuts ainsi que toutes les déclarations d'acceptation des obligations inhérentes à la qualité de Membre doivent être déposés à titre provisoire auprès du Gouvernement suisse.

2. Le Gouvernement suisse informe tous les Etats habilités à recevoir cette notification, de la réception de telles déclarations et de la date d'entrée en vigueur des présents Statuts.

Suspension of membership

Article 34

1. If any Member is found by the Assembly to persist in a policy that is contrary to the fundamental aim of the Organisation as mentioned in Article 3 of these Statutes, the Assembly may, by a resolution adopted by a majority of two-thirds of Full Members present and voting, suspend such Member from exercising the rights and enjoying the privileges of membership.

2. The suspension shall remain in force until a change of such policy is recognised by the Assembly.

Withdrawal from membership

Article 35

1. Any Full Member may withdraw from the Organisation on the expiry of one year's notice in writing to the Depository Government.

2. Any Associate Member may withdraw from the Organisation on the same conditions of notice, provided the Depository Government has been notified in writing by the Full Member which is responsible for the external relations of that Associate Member.

3. An Affiliate Member may withdraw from the Organisation on the expiry of one year's notice in writing to the Secretary-General.

Entry into force

Article 36

The present Statutes shall enter into force one hundred and twenty days after fifty-one States whose official tourism organisations are Full Members of IUOTO at the time of adoption of these Statutes, have formally signified to the provisional Depository their approval of the Statutes and their acceptance of the obligations of membership.

Depository

Article 37

1. These Statutes and any declarations accepting the obligations of Membership shall be deposited for the time being with the Government of Switzerland.

2. The Government of Switzerland shall notify all States entitled to receive such notification of the receipt of such declarations and of the date of entry into force of these Statutes.

Langues et interpretation

Article 38

Les langues officielles de l'Organisation sont le français, l'anglais, l'espagnol et le russe.

Article 39

Les textes français, anglais, espagnol et russe des présents Statuts font également foi.

Dispositions transitoires

Article 40

En attendant une décision de l'Assemblée générale, conformément à l'article 2, le siège est provisoirement fixé à Genève (Suisse).

Article 41

Pendant un délai de cent quatre vingt jours à partir de l'entrée en vigueur des présents Statuts, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou qui sont parties au Statut de la Cour internationale de Justice, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres effectifs de l'Organisation au moyen d'une déclaration formelle par laquelle ils adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

Article 42

Pendant un délai d'un an après l'entrée en vigueur des présents Statuts, les Etats dont les organismes nationaux de tourisme étaient membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts et qui ont adopté les présents Statuts sous réserve d'approbation, sont admis à participer aux activités de l'Organisation avec tous les droits et obligations d'un Membre effectif.

Article 43

Au cours de l'année qui suit l'entrée en vigueur des présents Statuts, les territoires ou groupes de territoires non responsables de leurs relations extérieures mais dont les organismes nationaux de tourisme étaient membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts, et qui par conséquent ont droit à la qualité de Membre associé et qui ont adopté les présents Statuts sous réserve d'approbation par l'Etat qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, peuvent participer aux activités de l'Organisation en bénéficiant des droits et des obligations inhérents à la qualité de Membre associé.

Interpretation and languages

Article 38

The official languages of the Organisation shall be English, French, Russian and Spanish.

Article 39

The English, French, Russian and Spanish texts of these Statutes shall be regarded as equally authentic.

Transitional provisions

Article 40

The headquarters shall provisionally be in Geneva, Switzerland, pending a decision by the General Assembly under Article 2.

Article 41

During a period of one hundred and eighty days after these Statutes enter into force, States Members of the United Nations, the specialised agencies and the International Atomic Energy Agency or Parties to the Statute of the International Court of Justice shall have the right to become Full Members of the Organisation, without requirement of vote, on formally declaring that they adopt the Statutes of the Organisation and accept the obligations of membership.

Article 42

During the year following the entry into force of the present Statutes, States whose national tourism organisations were members of IUOTO at the time of adoption of these Statutes and which have adopted the present Statutes subject to approval may participate in the activities of the Organisation with the rights and obligations of a Full Member.

Article 43

During the year following the entry into force of the present Statutes, territories or groups of territories not responsible for their external relations but whose tourism organisations were Full Members of IUOTO and are therefore entitled to Associate membership and which have adopted the Statutes subject to approval by the State which assumes responsibility for their external relations may participate in the activities of the Organisation with the rights and obligations of an Associate Member.

Article 44

A partir de l'entrée en vigueur des présents Statuts, les droits et obligations de l'UIOOT sont dévolus à l'Organisation.

Article 45

Le Secrétaire général de l'UIOOT, à la date de l'entrée en vigueur des présents Statuts, agira en tant que Secrétaire général de l'Organisation jusqu'à la date de l'élection, par l'Assemblée, du Secrétaire général de l'Organisation.

FAIT à Mexico le 27 septembre 1970.

Article 44

When the present Statutes come into force, the rights and obligations of IUOTO shall be transferred to the Organisation.

Article 45

The Secretary-General of IUOTO at the time of the entry into force of the present Statutes shall act as Secretary-General of the Organisation until such time as the Assembly has elected the Secretary-General of the Organisation.

DONE at Mexico City on 27 September 1970.

Annexe

Règles de financement

1. La période financière de l'Organisation est de deux ans.
2. L'exercice financier correspond à la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre.
3. Le Budget est financé au moyen des contributions des Membres selon une méthode de répartition à déterminer par l'Assemblée et basée sur le niveau de développement économique ainsi que sur l'importance du tourisme international de chaque pays, et au moyen d'autres recettes de l'Organisation.
4. Le Budget sera formulé en dollars des Etats-Unis. La monnaie de paiement des contributions des Membres est le dollar des Etats-Unis. Toutefois, le Secretaire général peut accepter d'autres monnaies pour le paiement des contributions des Membres, jusqu'à concurrence du montant autorisé par l'Assemblée.
5. Un Fonds général est établi. Toutes les contributions effectuées en qualité de Membre conformément au paragraphe 3, les ressources diverses et toute avance sur le Fonds de roulement seront créditées au Fonds général. Les dépenses d'administration et les dépenses relatives au programme général seront effectuées par le débit du Fonds général.
6. Il est établi un Fonds de roulement pour un montant qui sera fixé par l'Assemblée. Les avances sur les contributions des Membres et toutes autres recettes que l'Assemblée destine à cet effet seront versées au Fonds de roulement. Lorsque cela est nécessaire, des virements de ce Fonds peuvent être effectués au Fonds général.
7. Des Fonds fiduciaires peuvent être établis pour financer les activités non prévues au budget de l'Organisation auxquelles sont intéressés certains pays ou groupes de pays, ces Fonds étant financés par des contributions volontaires. L'Organisation peut demander une rémunération pour l'administration de ces Fonds.
8. La destination des dons, legs et autres recettes extraordinaires ne figurant pas au budget de l'Organisation est decidée par l'Assemblée.
9. Le Secrétaire général soumet les prévisions budgétaires au Conseil au moins trois mois avant la date de la réunion correspondante du Conseil. Le Conseil étudie ces prévisions et recommande le budget à l'examen final et à l'approbation de l'Assemblée. Les prévisions du Conseil sont communiquées au moins trois mois avant la date de la réunion correspondante de l'Assemblée.

Annex

Financing rules

1. The financial period of the Organization shall be two years.
2. The financial year shall be from 1 January to 31 December.

3. The budget shall be financed by the contributions of the Members according to a method of apportionment to be determined by the Assembly, based on the level of economic development of and the importance of tourism in each country, and by other receipts of the Organization.
4. The budget shall be formulated in United States dollars. The currency used for the payment of contributions shall be the United States dollar. This shall not preclude acceptance by the Secretary-General, to the extent authorized by the Assembly, of other currencies in payment of Members' contributions.

5. A General Fund shall be established. All membership contributions made pursuant to paragraph 3, miscellaneous income and any advances from the Working Capital Fund shall be credited to the General Fund. Expenditure for administration and the general programme of work shall be paid out of the General Fund.
6. A Working Capital Fund shall be established, the amount of which is to be fixed by the Assembly. Advance contributions of Members and any other budget receipts which the Assembly decides may be so used, shall be paid into the Working Capital Fund. When required, amounts therefrom shall be transferred to the General Fund.
7. Funds in trust may be established to finance activities not provided for in the budget of the Organization which are of interest to some member countries or groups of countries. Such Funds shall be financed by voluntary contributions. A fee may be charged by the Organization to administer these Funds.
8. The Assembly shall determine the utilisation of gifts, legacies and other extraordinary receipts not included in the budget.

9. The Secretary-General shall submit the budget estimates to the Council at least three months before the appropriate meeting of the Council. The Council shall examine these estimates and shall recommend the budget to the Assembly for final examination and approval. The Council's estimates shall be sent to Members at least three months before the appropriate session of the Assembly.

10. L'Assemblée approuve le budget par année pour la période de deux ans et sa répartition pour chaque année ainsi que les comptes de gestion pour chaque année.

11. Les comptes de l'Organisation pour l'exercice financier écoulé sont communiqués par le Secrétaire général aux Commissaires aux comptes ainsi qu'à l'organe compétent du Conseil.
Les Commissaires aux comptes font rapport au Conseil et à l'Assemblée.

12. Les Membres de l'Organisation effectuent le versement de leur contribution dans le premier mois de l'exercice financier pour lequel elle est due. Le montant de cette contribution, décidé par l'Assemblée, sera communiqué aux Membres six mois avant le début de l'exercice financier auquel il se rapporte.
Toutefois, le Conseil pourra accepter des cas d'arriérés justifiés résultant des différents exercices financiers en vigueur dans différents pays.

13. Un Membre en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation se verra retirer le privilège dont bénéficient les Membres sous la forme de services et du droit de vote à l'Assemblée et au Conseil, si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années financières écoulées. A la demande du Conseil, l'Assemblée peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote et à bénéficier des services de l'Organisation, si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

14. Un Membre qui se retire de l'Organisation aura l'obligation de payer la partie adéquate de sa contribution sur une base de *prorata* jusqu'à la date où son retrait devient effectif.

En calculant la répartition pour les Membres associés et affiliés, il sera tenu compte du caractère différent de leur qualité de Membre et des droits limités dont ils jouissent au sein de l'Organisation.

FAIT à Mexico le 27 septembre 1970.

10. The Assembly shall approve the budget by years for the succeeding two-year financial period and its annual apportionment, as well as its administrative accounts for each year.

11. The accounts of the Organization for the last financial year shall be transmitted by the Secretary-General to the auditors and to the competent organ of the Council.
The auditors shall report to the Council and to the Assembly.

12. The Members of the Organization shall pay their contribution in the first month of the financial year for which it is due. Members shall be notified of the amount of their contribution, as determined by the Assembly, six months before the beginning of the financial year to which it relates.
However, the Council may approve justified cases of arrears due to different financial years existing in different countries.

13. A Member which is in arrears in the payment of its financial contributions to the Organization's expenditure shall be deprived of the privileges enjoyed by the Members in the form of services and the right to vote in the Assembly and the Council if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two financial years. At the request of the Council, the Assembly may, however, permit such a Member to vote and to enjoy the services of the Organization if it is satisfied that the failure to pay is due to conditions beyond the control of the Member.

14. A Member withdrawing from the Organization shall be liable for assessments on a *pro rata* basis up to the time the withdrawal becomes effective.

In calculating the assessments of Associate and Affiliate Members, account shall be taken of the different bases of their membership and the limited rights they enjoy within the Organization.

DONE at Mexico City on 27 September 1970.

C. VERTALING

Statuten van de Wereldorganisatie voor Toerisme (WOT)

Oprichting

Artikel 1

Hierbij wordt opgericht de Wereldorganisatie voor Toerisme, hierna te noemen „de Organisatie", zijnde een internationale organisatie van intergouvernementele aard, ontstaan uit de Internationale Unie van Erkende Toeristen Organisaties (IUETO).

Zetel

Artikel 2

De zetel van de Organisatie wordt vastgesteld en kan te allen tijde worden gewijzigd bij besluit van de Algemene Vergadering.

Doeleinden

Artikel 3

1. Het fundamentele doel van de Organisatie is het toerisme te bevorderen en te ontwikkelen, ten einde bij te dragen aan de economische ontwikkeling en het onderling begrip tussen de volkeren, aan vrede en welvaart, alsmede aan de algemene eerbiediging en naleving van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden zonder onderscheid naar ras, geslacht, taal of godsdienst. De Organisatie neemt alle maatregelen die nodig zijn om dit doel te bereiken.

2. Bij het nastreven van dit doel schenkt de Organisatie bijzondere aandacht aan de belangen van de ontwikkelingslanden op het gebied van het toerisme.

3. Ten einde de centrale rol die zij dient te spelen, te verzekeren, draagt de Organisatie zorg voor de totstandkoming van een doeltreffende samenwerking met de bevoegde organen van de Verenigde Naties en hun gespecialiseerde organisaties, alsmede voor de voortzetting daarvan. Te dien einde streeft de Organisatie ernaar te komen tot samenwerking met en deelneming aan het Ontwikkelingsprogramma van de Verenigde Naties als een aan dit Programma deelnemende en met de uitvoering ervan belaste organisatie.

Leden

Artikel 4

Het lidmaatschap van de Organisatie staat open voor:

a) Gewone leden

b) Geassocieerde leden

c) Geaffilieerde leden.

Artikel 5

1. Alle soevereine Staten kunnen als gewone leden tot de Organisatie toetreden.

2. De Staten waarvan de nationale toeristenorganisaties gewone leden van de IUETO (UIOOT) zijn op het tijdstip van de goedkeuring van deze Statuten door de buitengewone Algemene Vergadering van de IUETO (UIOOT), hebben het recht zonder stemming gewoon lid van de Organisatie te worden door uitdrukkelijk te verklaren dat zij de Statuten van de Organisatie aannemen en de verplichtingen van het lidmaatschap aanvaarden.

3. Andere Staten kunnen gewone leden van de Organisatie worden indien hun kandidatuur door de Algemene Vergadering wordt aanvaard met een meerderheid van twee derde der aanwezige, hun stem uitbrengende gewone leden, met dien verstande dat deze meerderheid een meerderheid van deze gewone leden van de Organisatie vertegenwoordigt.

Artikel 6

1. Als geassocieerd lid van de Organisatie kunnen toetreden alle gebieden of groepen van gebieden die niet zelf hun buitenlandse betrekkingen behartigen.

2. De gebieden of groepen van gebieden waarvan de nationale toeristenorganisaties gewoon lid van de IUETO (UIOOT) zijn op het tijdstip van goedkeuring van deze Statuten door de buitengewone Algemene Vergadering van de IUETO (UIOOT), hebben het recht zonder stemming geassocieerd lid van de Organisatie te worden, met dien verstande dat de Staat die hun buitenlandse betrekkingen behartigt, zijn goedkeuring moet verlenen en namens hen verklaart dat deze gebieden of groepen van gebieden de Statuten van de Organisatie aannemen en de verplichtingen van het lidmaatschap aanvaarden.

3. Gebieden of groepen van gebieden kunnen geassocieerde leden van de Organisatie worden indien hun kandidatuur tevoren wordt goedgekeurd door de Lid-Staat die hun buitenlandse betrekkingen behartigt en namens hen verklaart dat deze gebieden of groepen van gebieden de Statuten van de Organisatie aannemen en de verplichtingen van het lidmaatschap aanvaarden. De Vergadering dient hun kandidatuur te aanvaarden met een meerderheid van twee derde der aanwezige, hun stem uitbrengende gewone leden, met dien verstande dat deze meerderheid een meerderheid van deze gewone leden van de Organisatie vertegenwoordigt.

4. Wanneer een geassocieerd lid van de Organisatie zelf zijn buitenlandse betrekkingen gaat onderhouden, heeft dit lid het recht gewoon lid van de Organisatie te worden door indiening van een uitdrukkelijke schriftelijke verklaring, waarin het de Secretaris-Gene-

raal ervan verwittigt dat het de Statuten van de Organisatie aanneemt en de verplichtingen van het gewone lidmaatschap aanvaardt.

Artikel 7

1. Als geaffilieerd lid van de Organisatie kunnen toetreden internationale, intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties die bijzondere toeristische belangen nastreven, alsmede commerciële organisaties en instellingen waarvan de werkzaamheden overeenkomst vertonen met de doeleinden van de Organisatie of die onder haar bevoegdheid vallen.

2. De leden van de IUETO (UIOOT) die op het tijdstip van de goedkeuring van deze Statuten door de buitengewone Algemene Vergadering van de IUETO (UIOOT) geassocieerd lid zijn, hebben het recht zonder stemming geaffilieerd lid van de Organisatie te worden door indiening van een verklaring waarin zij de verplichtingen van het geaffilieerd lidmaatschap aanvaarden.

3. Andere internationale, intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties die bijzondere toeristische belangen nastreven kunnen geaffilieerd lid van de Organisatie worden, mits hun verzoek om lidmaatschap schriftelijk wordt ingediend bij de Secretaris-Generaal en dit wordt goedgekeurd door de Vergadering met een meerderheid van twee derde der aanwezige, hun stem uitbrengende gewone leden, met dien verstande dat deze meerderheid een meerderheid van deze gewone leden van de Organisatie vertegenwoordigt.

4. Commerciële organisaties of instellingen die de in het eerste lid omschreven belangen nastreven, kunnen geaffilieerd lid van de Organisatie worden, mits hun verzoek om lidmaatschap schriftelijk wordt ingediend bij de Secretaris-Generaal en wordt gesteund door de Staat op wiens rechtsgebied hun zetel is gevestigd. Een zodanige kandidatuur dient te worden goedgekeurd door de Vergadering met een meerderheid van twee derde der aanwezige, hun stem uitbrengende gewone leden, met dien verstande dat deze meerderheid een meerderheid van deze gewone leden van de Organisatie vertegenwoordigt.

5. Er kan een commissie van geaffilieerde leden worden ingesteld, die haar eigen reglement vaststelt, hetwelk de goedkeuring van de Vergadering behoeft. De commissie kan zich doen vertegenwoordigen op bijeenkomsten van de Organisatie. De commissie kan verzoeken bepaalde punten op de agenda van deze bijeenkomsten te plaatsen. Zij kan eveneens aan deze bijeenkomsten aanbevelingen doen.

6. De geaffilieerde leden kunnen afzonderlijk of als groep binnen de commissie van geaffilieerde leden deelnemen aan het werk van de Organisatie.

Organen

Artikel 8

1. De organen van de Organisatie zijn:

a) De Algemene Vergadering, hierna te noemen de Vergadering.

b) De Uitvoerende Raad, hierna te noemen de Raad.

c) Het Secretariaat.

2. De bijeenkomsten van de Vergadering en van de Raad worden gehouden ter plaatse waar de Organisatie haar zetel heeft tenzij de onderscheiden organen anders beslissen.

De Algemene Vergadering

Artikel 9

1. De Vergadering is het hoogste orgaan van de Organisatie en is samengesteld uit afgevaardigden die de gewone leden vertegenwoordigen.

2. Gewone en geassocieerde leden kunnen zich bij zittingen van de Vergadering doen vertegenwoordigen door ten hoogste vijf afgevaardigden, waarvan er een door het lid wordt aangewezen als Hoofd van de delegatie.

3. De commissie van geaffilieerde leden kan ten hoogste drie waarnemers aanwijzen en elk geaffilieerd lid kan een waarnemer aanwijzen om deel te nemen aan de werkzaamheden van de Vergadering.

Artikel 10

De Vergadering komt om de twee jaar in gewone zitting bijeen en in buitengewone zitting wanneer de omstandigheden dit vereisen. De buitengewone zittingen kunnen worden uitgeschreven op verzoek van de Raad of van de meerderheid der gewone leden van de Organisatie.

Artikel 11

De Vergadering stelt haar eigen huishoudelijk reglement vast.

Artikel 12

De Vergadering kan alle aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de Organisatie vallen in behandeling nemen en aanbevelingen ten aanzien daarvan doen. Naast de taken die haar elders in deze Statuten zijn opgedragen, heeft de Vergadering tot taak:

a) haar Voorzitter en Vice-Voorzitters te kiezen;

b) de leden van de Raad te kiezen;

c) de Secretaris-Generaal op aanbeveling van de Raad aan te stellen;

d) het financieel reglement van de Organisatie goed te keuren;

e) algemene richtlijnen voor het besturen van de Organisatie te geven;

f) het personeelsreglement dat van toepassing is op het personeel van het Secretariaat goed te keuren;

g) de leden van de verificatie-commissie te kiezen op aanbeveling van de Raad;

h) het algemene werkprogramma van de Organisatie goed te keuren;

i) toezicht te houden op het financieel beleid van de Organisatie en de begroting te bezien en goed te keuren;

j) alle noodzakelijk gebleken technische of regionale organen op te richten;

k) verslagen over de werkzaamheden van de Organisatie en haar organen te bestuderen en goed te keuren en alle noodzakelijke stappen te ondernemen om de daaruit voortvloeiende maatregelen ten uitvoer te leggen;

l) het sluiten van overeenkomsten met regeringen en internationale organisaties goed te keuren of de bevoegdheid zulks te doen te delegeren;

m) het sluiten van overeenkomsten met particuliere organisaties of instellingen goed te keuren of de bevoegdheid zulks te doen te delegeren;

n) internationale overeenkomsten betreffende alle onder de bevoegdheid van de Organisatie vallende aangelegenheden op te stellen en aanbevelingen dienaangaande te doen;

o) overeenkomstig deze Statuten te beslissen over aanvragen betreffende lidmaatschap.

Artikel 13

1. De Vergadering kiest haar Voorzitter en haar Vice-Voorzitters aan het begin van elke zitting.

2. De Voorzitter presideert de Vergadering en vervult de hem opgedragen taken.

3. De Voorzitter is aan de Vergadering tijdens haar zittingen verantwoording schuldig.

4. De Voorzitter vertegenwoordigt de Organisatie gedurende zijn ambtstermijn bij alle gelegenheden waar zulks vereist is.

De Uitvoerende Raad

Artikel 14

1. De Raad wordt samengesteld uit door de Vergadering gekozen gewone leden naar rata van een lid op vijf gewone leden, overeenkomstig het door de Vergadering vastgestelde huishoudelijk reglement, ten einde een eerlijke en billijke geografische verdeling te verkrijgen.

2. Een door de geassocieerde leden van de Organisatie aangewezen geassocieerd lid kan zonder stemrecht aan de werkzaamheden van de Raad deelnemen.

3. Een vertegenwoordiger van de commissie van geaffilieerde leden kan zonder stemrecht aan de werkzaamheden van de Raad deelnemen.

Artikel 15

De ambtstermijn van de gekozen leden van de Raad is vier jaar, met uitzondering van de ambtstermijn van de helft van de door loting aangewezen leden van de eerste Raad, welke twee jaar is. Er worden om de twee jaar verkiezingen gehouden voor de helft van de leden van de Raad.

Artikel 16

De Raad komt ten minste tweemaal per jaar bijeen.

Artikel 17

De Raad kiest uit zijn gekozen leden een Voorzitter en Vice-Voorzitters voor een ambtstermijn van een jaar.

Artikel 18

De Raad stelt zijn eigen huishoudelijk reglement vast.

Artikel 19

De Raad heeft, naast de taken welke aan deze elders in de Statuten zijn opgedragen, de volgende taken:

a) het in overleg met de Secretaris-Generaal nemen van alle maatregelen die nodig zijn voor de uitvoering van de besluiten en aanbevelingen van de Vergadering en het uitbrengen van verslag hierover aan de Vergadering;

b) het in ontvangst nemen van rapporten van de Secretaris-Generaal over de werkzaamheden van de Organisatie;

c) het doen van voorstellen aan de Vergadering;

d) het bestuderen van het door de Secretaris-Generaal opgestelde algemene werkprogramma van de Organisatie voordat dit aan de Vergadering wordt voorgelegd;

e) het aan de Vergadering voorleggen van rapporten en aanbevelingen inzake de boekhouding en de begroting van de Organisatie;

f) het in het leven roepen van voor de werkzaamheden van de Raad benodigde ondergeschikte organen;

g) het vervullen van alle andere taken die de Raad eventueel door de Vergadering worden opgedragen.

Artikel 20

Gedurende de tijdvakken liggende tussen de zittingen van de Vergadering en indien de Statuten niet anders bepalen, neemt de Raad de noodzakelijk geachte beslissingen op technisch gebied en op het gebied van het besturen van de Organisatie binnen het kader van de bevoegdheden en financiële middelen van de Organisatie, en legt bij de eerstvolgende zitting van de Vergadering de genomen beslissingen ter goedkeuring aan de Vergadering voor.

Het Secretariaat

Artikel 21

Het Secretariaat bestaat uit de Secretaris-Generaal en het voor de Organisatie benodigde personeel.

Artikel 22

Op aanbeveling van de Raad wordt de Secretaris-Generaal aangesteld voor een periode van vier jaar met een meerderheid van twee derde van de in de Vergadering aanwezige, hun stem uitbrengende gewone leden. Zijn ambtstermijn kan worden verlengd.

Artikel 23

1. De Secretaris-Generaal is verantwoording verschuldigd aan de Vergadering en aan de Raad.

2. De Secretaris-Generaal wordt belast met de uitvoering van het door de Vergadering en de Raad aangegeven beleid. Hij dient bij de Raad verslagen in over de werkzaamheden van de Organisatie, de boekhouding en het ontwerp voor een algemeen werkprogramma, alsmede over de begroting van de Organisatie.

3. De Secretaris-Generaal draagt er zorg voor dat de Organisatie in rechte kan optreden.

Artikel 24

1. De Secretaris-Generaal stelt het personeel van het Secretariaat aan in overeenstemming met het door de Vergadering goedgekeurde personeelsreglement.

2. Het personeel van de Organisatie is verantwoording verschuldigd aan de Secretaris-Generaal.

3. De belangrijkste overweging bij de werving van het personeel en bij het vaststellen van de daarvoor geldende arbeidsvoorwaarden dient te zijn de noodzaak de Organisatie te verzekeren van de medewerking van personen die voldoen aan de hoogste eisen van vakbekwaamheid, technische vaardigheid en onkreukbaarheid. Met deze overweging voor ogen dient voldoende aandacht te worden geschonken aan het belang van werving van personeel op een zo breed mogelijke geografische basis.

4. Bij de vervulling van hun taak onthouden de Secretaris-Generaal en de personeelsleden er zich van aanwijzingen te vragen aan of aanwijzingen op te volgen van iedere regering of buiten de Organisatie staande autoriteit. Zij laten elke handeling na die in strijd zou kunnen zijn met hun positie als internationale ambtenaren die slechts tegenover de Organisatie verantwoording verschuldigd zijn.

Begroting en uitgaven

Artikel 25

1. De begroting van de Organisatie voor haar werkzaamheden op het gebied van haar beheer en voor het algemene werkprogramma wordt bekostigd uit de bijdragen van haar gewone, geassocieerde en geaffilieerde leden volgens een door de Vergadering aanvaarde verdeelsleutel, alsmede uit alle andere inkomsten van de Organisatie, overeenkomstig de bepalingen van het aan deze Statuten gehechte financieringsreglement, dat daarvan een integrerend onderdeel vormt.

2. De door de Secretaris-Generaal opgestelde begroting wordt door de Raad aan de Vergadering ter bestudering en goedkeuring voorgelegd.

Artikel 26

1. De boekhouding van de Organisatie wordt gecontroleerd door twee leden van de verificatie-commissie die op aanbeveling van de Raad door de Vergadering voor een termijn van twee jaar worden gekozen. Deze leden van de verificatie-commissie zijn herkiesbaar.

2. De leden van de verificatie-commissie kunnen behalve het controleren van de boeken ook de door hen nodig geachte opmerkingen maken aangaande de doeltreffendheid van de financiële procedures en het financiële beheer, het boekhoudsysteem, het interne financiële toezicht en in het algemeen betreffende de financiële gevolgen van de wijze waarop het beheer wordt gevoerd.

Het quorum

Artikel 27

1. De aanwezigheid van de meerderheid der gewone leden is vereist om tijdens de bijeenkomsten van de Vergadering een quorum te vormen.

2. De aanwezigheid van de meerderheid der gewone leden van de Raad is vereist om tijdens de bijeenkomsten van de Raad een quorum te vormen.

Stemming

Artikel 28

Elk gewoon lid heeft een stem.

Artikel 29

1. Tenzij deze Statuten anders bepalen, worden beslissingen over alle zaken in de Vergadering genomen met een enkelvoudige meerderheid van de aanwezige, hun stem uitbrengende gewone leden.

2. Ten aanzien van beslissingen over zaken die verplichtingen van budgettaire en financiële aard voor de leden met zich brengen, alsmede over de plaats waar de zetel van de Organisatie zal worden gevestigd en over alle andere zaken die een enkelvoudige meerderheid der gewone leden van bijzonder belang acht, is de meerderheid van twee derde der in de Vergadering aanwezige, hun stem uitbrengende gewone leden vereist.

Artikel 30

De beslissingen van de Raad worden genomen met een enkelvoudige meerderheid der aanwezige, hun stem uitbrengende leden, met uitzondering van aanbevelingen van financiële en budgettaire aard, die dienen te worden goedgekeurd met een meerderheid van twee derde der aanwezige, hun stem uitbrengende leden.

Rechtsbevoegdheid, voorrechten en immuniteiten

Artikel 31

De Organisatie bezit rechtspersoonlijkheid.

Artikel 32

De Organisatie geniet op het grondgebied van de Lid-Staten de voorrechten en immuniteiten die nodig zijn voor de uitoefening van haar taken. Deze voorrechten en immuniteiten kunnen worden omschreven in door de Organisatie gesloten overeenkomsten.

Wijzigingen

Artikel 33

1. Elke voorgestelde wijziging van deze Statuten en van de Bijlage wordt aan de Secretaris-Generaal voorgelegd, die deze aan de gewone leden doet toekomen ten minste zes maanden voordat zij ter bestudering aan de Vergadering wordt voorgelegd.

2. Een wijziging wordt door de Vergadering aangenomen met een meerderheid van twee derde der aanwezige, hun stem uitbrengende gewone leden.

3. Een wijziging wordt voor alle leden van kracht wanneer twee derde der Lid-Staten de depot-Regering in kennis hebben gesteld van hun goedkeuring.

Schorsing

Artikel 34

1. Indien de Vergadering vaststelt dat een lid volhardt in het voeren van een beleid dat in strijd is met de fundamentele doelstelling van de Organisatie zoals omschreven in artikel 3 van de Statuten, kan de Vergadering door middel van een met een meerderheid van twee derde der aanwezige, hun stem uitbrengende gewone leden aangenomen resolutie, dit lid schorsen en hem de uitoefening van zijn rechten en het genot van zijn voorrechten als lid ontzeggen.

2. De schorsing blijft van kracht totdat de Vergadering constateert dat dit lid zijn beleid heeft gewijzigd.

Uittreding

Artikel 35

1. Elk gewoon lid kan uit de Organisatie treden een jaar nadat hiervan aan de depot-Regering schriftelijk is kennis gegeven.

2. Elk geassocieerd lid kan uit de Organisatie treden op dezelfde voorwaarden van voorafgaande kennisgeving door middel van een schriftelijke mededeling aan de depot-Regering gedaan door het gewone lid dat de buitenlandse betrekkingen van het geassocieerd lid behartigt.

3. Elk geaffilieerd lid kan uit de Organisatie treden een jaar nadat hiervan aan de Secretaris-Generaal schriftelijk is kennis gegeven.

Inwerkingtreding

Artikel 36

Deze Statuten treden in werking honderd twintig dagen nadat eenenvijftig Staten waarvan de erkende toeristenorganisaties gewoon lid van de IUETO (UIOOT) zijn op het tijdstip van aanneming van deze Statuten, de voorlopige depositaris officieel in kennis hebben

gesteld van hun goedkeuring van de Statuten en van hun aanvaarding van de verplichtingen van het lidmaatschap.

Depositaris

Artikel 37

1. Deze Statuten, alsmede alle verklaringen van aanvaarding van de verplichtingen van het lidmaatschap, dienen voorlopig te worden nedergelegd bij de Regering van Zwitserland.

2. De Regering van Zwitserland stelt alle Staten die recht hebben op een kennisgeving, in kennis van de ontvangst van zodanige verklaringen en van de datum van inwerkingtreding van deze Statuten.

Talen en uitlegging

Artikel 38

De officiële talen van de Organisatie zijn Frans, Engels, Spaans en Russisch.

Artikel 39

De Franse, Engelse, Spaanse en Russische teksten van deze Statuten zijn gelijkelijk authentiek.

Overgangsbepalingen

Artikel 40

In afwachting van een besluit van de Algemene Vergadering overeenkomstig artikel 2 wordt de zetel van de Organisatie voorlopig gevestigd te Genève (Zwitserland).

Artikel 41

Gedurende een tijdvak van honderd tachtig dagen te rekenen van de inwerkingtreding van deze Statuten, hebben Staten die lid zijn van de Verenigde Naties, van de gespecialiseerde organisaties en van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie of die partij zijn bij het Statuut van het Internationale Gerechtshof, het recht zonder stemming gewoon lid van de Organisatie te worden door middel van een officiële verklaring waarbij zij de Statuten van de Organisatie aannemen en de verplichtingen van het lidmaatschap aanvaarden.

Artikel 42

Gedurende een tijdvak van een jaar na de inwerkingtreding van deze Statuten kunnen de Staten waarvan de nationale toeristenorganisaties gewoon lid van de IUETO (UIOOT) waren op het tijdstip van de aanneming van deze Statuten en die deze Statuten onder voorbehoud van goedkeuring hebben aangenomen, deelnemen aan

de werkzaamheden van de Organisatie met alle rechten en plichten van een gewoon lid.

Artikel 43

Gedurende het jaar volgend op de inwerkingtreding van deze Statuten kunnen de gebieden of groepen van gebieden die niet zelf hun buitenlandse betrekkingen behartigen, doch waarvan de nationale toeristenorganisaties gewoon lid van de IUETO (UIOOT) waren op het tijdstip van de aanneming van deze Statuten, en bijgevolg recht hebben op het geassocieerd lidmaatschap, en die deze Statuten hebben aangenomen onder voorbehoud van goedkeuring door de Staat die hun buitenlandse betrekkingen behartigt, deelnemen aan de werkzaamheden van de Organisatie met de rechten en plichten van het geassocieerd lidmaatschap.

Artikel 44

Bij de inwerkingtreding van deze Statuten gaan de rechten en plichten van de IUETO (UIOOT) over op de Organisatie.

Artikel 45

Na de inwerkingtreding van deze Statuten treedt de Secretaris-Generaal van de IUETO (UIOOT) op als Secretaris-Generaal van de Organisatie tot de datum van verkiezing door de Vergadering van de Secretaris-Generaal van de Organisatie.

GEDAAN te Mexico, op 27 september 1970.

Bijlage

Financieringsreglement

1. De financieringsperiode van de Organisatie heeft een looptijd van twee jaar.
2. Het financiële jaar loopt van 1 januari tot 31 december.
3. De begroting wordt bekostigd door middel van bijdragen van leden volgens een door de Vergadering vastgestelde verdeelsleutel, die is gebaseerd op het economische ontwikkelingspeil en op het belang van het internationale toerisme in ieder land, alsmede door middel van andere inkomsten van de Organisatie.
4. De begroting wordt opgesteld in U.S. $. De bijdragen van de leden worden in deze munteenheid betaald. De Secretaris-Generaal kan evenwel bijdragen van leden in andere valuta's aanvaarden tot een door de Vergadering toegestaan bedrag.
5. Er wordt een Algemeen Fonds gevormd. Alle bijdragen van leden geleverd overeenkomstig § 3, inkomsten van diverse oorsprong en elk voorschot uit het Operationeel Fonds worden in het Algemeen Fonds gestort. Kosten verband houdend met het beheer der Organisatie, alsmede met het algemeen programma worden door het Algemeen Fonds gedragen.
6. Er wordt een Operationeel Fonds gevormd, waarvan de omvang door de Vergadering wordt vastgesteld. De voorschotten op de bijdragen van de leden worden in dit Fonds gestort, alsmede alle andere inkomsten waaraan de Vergadering een zodanige bestemming toekent. Eventueel kunnen bedragen uit dit Fonds overgemaakt worden naar het Algemeen Fonds.
7. Er kunnen Fondsen in beheer worden gevormd ten einde niet in de begroting van de Organisatie opgenomen werkzaamheden die van belang zijn voor bepaalde landen of groepen van landen te bekostigen; deze Fondsen worden door vrijwillige bijdragen bekostigd. De Organisatie kan een vergoeding voor het beheer van deze Fondsen vragen.
8. De Vergadering bepaalt de bestemming van giften, legaten en andere buitengewone inkomsten die niet op de begroting van de Organisatie voorkomen.
9. De Secretaris-Generaal legt een ontwerp-begroting voor aan de Raad ten minste drie maanden voor de datum van de desbetreffende bijeenkomst van de Raad. De Raad bestudeert dit ontwerp en legt de begroting aan de Vergadering voor ter definitieve bestudering en goedkeuring. De ontwerp-begroting van de Raad wordt de leden van de Vergadering ten minste drie maanden voor de desbetreffende bijeenkomst toegezonden.

10. De Vergadering keurt jaarlijks de begroting voor de tweejaarlijkse financieringsperiode en de verdeelsleutel voor elk jaar goed, alsmede de jaarlijkse boekhouding die betrekking heeft op het beheer der Organisatie.

11. De afrekeningen van de Organisatie betreffende het voorgaande financiële jaar worden door de Secretaris-Generaal voorgelegd aan de leden van de verificatie-commissie en aan het bevoegde orgaan van de Raad. De leden van de verificatie-commissie brengen hierover verslag uit aan de Raad en aan de Vergadering.

12. De leden van de Organisatie maken hun bijdrage over gedurende de eerste maand van het financiële jaar waarover deze is verschuldigd. De door de Vergadering vastgestelde omvang van deze bijdrage wordt aan de leden medegedeeld zes maanden voor het begin van het desbetreffende financiële jaar.
De Raad kan evenwel zijn goedkeuring hechten aan verantwoorde gevallen van achterstallige betaling die het gevolg zijn van in verschillende landen geldende verschillende financiële jaren.

13. Een lid dat zich schuldig maakt aan achterstallige betaling van zijn bijdrage voor de uitgaven van de Organisatie verliest de voorrechten die de leden genieten in de vorm van dienstverlening door de Organisatie, alsmede het stemrecht in de Vergadering en in de Raad, indien het bedrag van zijn achterstallige betaling gelijk is aan of hoger is dan de door hem verschuldigde bijdrage over de twee afgelopen financiële jaren. Op verzoek van de Raad kan de Vergadering niettemin dit lid toestaan deel te nemen aan de stemming en gebruik te maken van de diensten van de Organisatie, indien zij ervan overtuigd is dat het in gebreke blijven te betalen, te wijten is aan buiten de schuld van dat lid liggende omstandigheden.

14. Een lid dat uit de Organisatie treedt is verplicht op een pro-rata-basis dat deel van zijn bijdrage te betalen dat het is verschuldigd tot aan de datum waarop zijn uittreding van kracht wordt.
Bij het berekenen van de verdeelsleutel dient ten aanzien van de geassocieerde en geaffilieerde leden rekening te worden gehouden met de verschillende aard van hun lidmaatschap en de beperkte rechten die zij binnen de Organisatie genieten.

GEDAAN te Mexico op 27 september 1970.

D. PARLEMENT

De Statuten behoeven ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden voor het Koninkrijk.

E. BEKRACHTIGING

De volgende Staten hebben in overeenstemming met artikel 37, eerste lid, een kennisgeving als bedoeld in artikel 36 van de Statuten bij de Regering van Zwitserland nedergelegd:

Mexico	28 september 1970
Jordanië	11 februari 1971
Panama	19 februari 1971
Zuid-Jemen	9 maart 1971
Pakistan	19 maart 1971
Gabon	6 april 1971
de Verenigde Arabische Republiek	21 mei 1971
Colombia	12 juni 1971
Joegoslavië	29 juni 1971
Marokko	7 juli 1971
San Marino	20 juli 1971
Syrië [1]	11 augustus 1971
Irak	15 september 1971
Singapore	20 september 1971
Nigeria	22 september 1971
Kenya	24 september 1971
Thailand [2]	19 oktober 1971
India	9 november 1971
Trinidad en Tobago	17 november 1971
Zaïre	20 januari 1972
China (Taiwan) [3]	28 januari 1972
Tanzania	2 februari 1972
Iran	17 februari 1972
Nepal	14 maart 1972
Indonesië	5 april 1972
Senegal	5 april 1972
Khmerland	24 april 1972
Tunesië	29 mei 1972
Argentinië [4]	13 juni 1972
Griekenland	8 november 1972
Ghana	28 november 1972
Sri Lanka	5 december 1972
Korea [5]	15 januari 1973
Vietnam	31 januari 1973
de Filippijnen	6 februari 1973

Afghanistan	8 mei 1973
Mauritius	26 juli 1973
Zambia	31 augustus 1973
Vaticaanstad	25 september 1973
Costa Rica	26 september 1973
Laos	27 september 1973
de Bahamas	15 oktober 1973
Turkije	6 november 1973
Kameroen	28 november 1973
Chili	9 april 1974
Peru	30 mei 1974
Brazilië	11 juni 1974
Mali	17 juni 1974
Libanon	18 juni 1974
Venezuela	20 juni 1974
Spanje [6])	4 juli 1974
Cyprus	4 september 1974
Roemenië	13 september 1974
Oeganda	12 december 1974
Dahomey	31 december 1974
Israël	20 januari 1975
Ecuador	11 februari 1975

---

[1]) Onder de volgende opmerking:

„Toutefois l'approbation de la République Arabe Syrienne desdits statuts et son acceptation des obligations qui en découlent ne doivent être interprétées dans aucun sens comme une reconnaissance de l'Etat d'Israël. De plus elles ne sauraient lier la République Arabe Syrienne à entrer en relations, de quelque nature que ce soit, avec l'Etat précité.".

Hierop heeft Israël als volgt gereageerd:

„Le Ministère a noté le caractère politique de la déclaration faite à cette occasion par le Gouvernement de la République Arabe Syrienne. De l'avis du Gouvernement israëlien, les statuts ne sauraient se prêter à des déclarations politiques de cette nature.

De plus, la déclaration en question ne saurait aucunement modifier les obligations dont la République Arabe Syrienne est déjà tenue en vertu du droit général ou en vertu des traités particuliers. En ce qui concerne le fond de la question, le Gouvernement de l'Etat d'Israël adoptera à l'égard de la République Arabe Syrienne une attitude d'entière réciprocité.".

[2]) Onder het volgende voorbehoud:

"... the Government of the Kingdom of Thailand hereby notifies the Federal Political Department of Switzerland, in accordance with Article 37, paragraph 1, of its approval of the Statutes of the World Tourisme Organisation and the acceptance of the obligations of membership, on the understanding that Articles 31 and 32 and other provisions of the Statutes

for which legislative measures for their implementation are necessary will not be regarded as binding on the Government of the Kingdom of Thailand until the completion of such measures, upon which notification will duly be made to the Federal Political Department of Switzerland.".

3) China (Taiwan) wordt door het Koninkrijk der Nederlanden niet erkend.

4) Onder de volgende opmerking:

„L'application des statuts présents à des territoires dont la souveraineté est discutée par deux ou plusieurs Etats, signataires ou non, ne peut être interprétée comme altération, résignation ou abandon de la position que chacun a pris jusqu'à présent.".

5) Onder de volgende opmerking:

"The approval by the Government of the Republic of Korea of the present Statutes does not in any way mean or imply the recognition of any territory or regime which has not been recognized by the Government of the Republic of Korea as a State or Government.".

6) Onder de volgende verklaring:

„L'Espagne, en approuvant les Statuts de l'Organisation Mondiale du Tourisme fait remarquer que l'application des articles 6 et 43 à des territoires non autonomes dont la souveraineté est discutée par deux ou plusieurs Etats, ne peut être interprétée dans aucun cas comme reconnaissance de nouvelles situations juridiques ni comme modifications de celles qui existent.".

De volgende Staten hebben een verklaring als bedoeld in artikel 41 van de Statuten afgelegd:

Boeroendi	met effect vanaf	1 november 1974
Haïti	met effect vanaf	1 november 1974
Ivoorkust	met effect vanaf	1 november 1974
Malawi	met effect vanaf	1 november 1974
Nicaragua	met effect vanaf	1 november 1974
Sierra Leone	met effect vanaf	1 november 1974
de Verenigde Arabische Emiraten	met effect vanaf	1 november 1974
El Salvador		11 februari 1975
Bangladesh		19 februari 1975

Voorts hebben de volgende Staten een verklaring als bedoeld in artikel 42 van de Statuten afgelegd:

de Sowjet-Unie	22 augustus 1974
Bulgarije	25 oktober 1974
Hongarije	12 november 1974
Cuba	8 januari 1975
Tsjechoslowakije	10 februari 1975
Polen	21 februari 1975
het *Koninkrijk der Nederlanden*	11 april 1975

Een verklaring als bedoeld in artikel 43 van de Statuten is afgelegd door het *Koninkrijk der Nederlanden* voor de Nederlandse Antillen op 11 april 1975.

G. INWERKINGTREDING

De Statuten, met bijlage, zijn ingevolge artikel 36 in werking getreden op 1 november 1974.

J. GEGEVENS

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties, naar welke Organisatie onder meer in artikel 3 van de onderhavige Statuten wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1973, 156.

Van het op 26 oktober 1956 te New York tot stand gekomen Statuut van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie, naar welke Organisatie in artikel 41 van de onderhavige Statuten wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1957, 50; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1973, 103.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationaal Gerechtshof, naar welk Statuut in artikel 41 van de onderhavige Statuten wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1971, 55.

Uitgegeven de *eenentwintigste* april 1975.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL.